

A l'occasion de la tenue, les journées 2 et 3 novembre 2009, du 21<sup>ème</sup> Symposium international du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) sur le thème «Quel système économique mondial pour garantir la stabilité et le développement dans le monde ?», M.Taoufik BACCAR, membre du comité central du RCD et gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), a rappelé dans son allocution que le Chef de l'Etat a appelé à repenser le rôle du FMI dans le traitement des problèmes financiers et monétaires mondiaux et préconisé l'élaboration d'un code de conduite, sous forme d'une convention internationale, engageant, sous l'égide des Nations-Unies, toutes les instances de contrôle, en vue d'encadrer les méthodes de travail du système financier et les instruments financiers qu'il utilise, et d'instaurer des «normes plus rigoureuses» garantissant « l'adéquation entre les engagements des institutions financières et leurs fonds propres ».

M.BACCAR a passé en revue les mesures prises par la Tunisie afin d'affronter les effets de la crise financière internationale. Ces mesures ont permis d'atténuer l'impact de la crise sur l'économie tunisienne qui a réussi à maintenir une croissance positive et à conserver ses équilibres tant internes qu'externes.

Il a observé que la Tunisie a également réussi, contrairement à plusieurs pays émergents et même industrialisés, à préserver sa notation souveraine attribuée par les principales agences de notation et à améliorer son classement, auprès de plusieurs organismes internationaux, tels que le «Forum de Davos» et «Doing Business», en matière de compétitivité, de gestion des finances publiques et d'utilisation des nouvelles technologies.

La démarche tunisienne s'est toujours distinguée par sa gradualité et l'attachement à mettre l'économie au service de l'amélioration du niveau de vie, tout en s'employant à assurer la conciliation entre les dimensions économique et sociale, adoptant des politiques monétaire et de taux de change appropriées et en veillant à ce que le secteur bancaire soit d'abord et avant tout au service du développement, à l'abri de la spéculation et de la recherche du gain rapide.

M.BACCAR a souligné la vision exhaustive en matière de gestion des problèmes de développement préconisée par le Président Ben Ali dans son nouveau programme pour le quinquennat 2009-2014 «Ensemble relevons les défis», et qui prend en compte les effets et les enseignements de la crise mondiale et propose les mesures et politiques propres à assurer le retour à un rythme de croissance élevé, capable de générer des emplois, d'assurer une augmentation importante du revenu par tête, tout en permettant de gagner l'enjeu de l'innovation technologique, de l'économie du savoir et du développement ami de l'environnement.